

## Le Groupe Crédit Coopératif au 30 juin 2008

Extrait du rapport financier semestriel  
adressé à l'AMF et disponible sur le site [www.credit-cooperatif.coop](http://www.credit-cooperatif.coop)<sup>1</sup>

### EVOLUTION COMMERCIALE

Par rapport à un exercice 2007 particulièrement brillant, les performances commerciales du premier semestre 2008 commencent à montrer les signes d'un début de ralentissement ; toutefois elles s'avèrent dans l'ensemble encore tout à fait significatives.

C'est la collecte qui souffre le plus : s'établissant à 9,9 % le taux de progression des encours moyens passe ainsi sous la barre des 10 %, accusant un tassement qui demeure malgré tout très relatif : en augmentation de 8,5 % les dépôts à vue atteignent juste le budget, tandis que l'épargne et les dépôts à terme conservent des rythmes de croissance du même ordre que précédemment, c'est-à-dire respectivement 10,5 % et 28,4 %. C'est l'évolution des encours d'OPCVM qui continue d'être relativement préoccupante, affichant une sensible décélération (+4,7%), notamment au titre des produits actions les plus rémunérateurs, principalement détenus par la clientèle propre d'Ecofi Investissements, et pour lesquels la moindre appréciation des valeurs boursières amplifie la désaffection dont ils font l'objet de la part des souscripteurs.

Ainsi l'inversion de tendance qui s'était amorcée au premier trimestre se confirme-t-elle, le développement des emplois (+12,7 %) devenant sans conteste plus rapide que celui de la collecte, en dépassement de l'objectif, bien que sur la base de performances contrastées : tandis que le recul des crédits confirmés s'accroît (-10,0 %) et que le portefeuille prend du retard par rapport au budget, malgré une augmentation de 4,3 %, les comptes débiteurs continuent d'enregistrer un vif essor (+ 18,0 %), portant ainsi le taux de croissance du court terme et assimilés à 7,6 % ; par ailleurs les encours à moyen et long terme poursuivent leur progression au rythme soutenu de 13,7 % et la nouvelle production de crédits d'investissement, après un premier trimestre décevant (+3,8 %), dans le prolongement des derniers mois de 2007, renoue avec le fort dynamisme de 2005 et 2006 (+19,9 %).

En revanche les engagements par signature semblent durablement marquer le pas, avec une hausse inférieure à 10 % pour le deuxième trimestre consécutif (+7,7 % contre 14,8 % en 2007), toujours en raison du repli des encours du Crédit Coopératif, BTP Banque conservant pour sa part un accroissement à deux chiffres (+13,7 %).

### EXPOSITION AUX RISQUES DE MARCHE

Dans un contexte de marché particulièrement agité marqué par une crise financière suivie d'une crise du dollar puis du pétrole et des matières premières, les taux d'intérêt long terme ont évolué dans la fourchette 3,90% - 4,85% et les marchés actions ont perdu plus de 20%.

La gestion pour compte propre a été particulièrement prudente avec une exposition actions inférieure en moyenne à 1,8 M€, très en dessous de celle de l'année dernière.

Compte tenu des incertitudes qui perdurent la gestion pour compte propre continuera d'être très prudente pour les prochains mois.

---

<sup>1</sup> rubrique Le Groupe Crédit Coopératif, Information réglementée.

Pour ce qui concerne la partie courte de la courbe des taux, la crise de confiance au sein du secteur bancaire a conduit à un écart très important entre l'Euribor 3 mois et le taux de swap 3 mois / Eonia, en moyenne de 0,63% sur le 1er semestre 2008.

La gestion de la trésorerie a suivi de façon très attentive l'évolution du risque de contrepartie en réduisant de nombreuses autorisations sur des établissements pénalisés par l'évolution des marchés. Cette politique sera maintenue au cours du second semestre 2008.

## POSITIONNEMENT EN MATIERE DE RISQUES GLOBAUX DE GESTION DE BILAN

Comme l'année dernière le bilan du Crédit Coopératif continue d'être très peu sensible à l'évolution des taux. De plus le Crédit Coopératif reste excédentaire en ressources.

Les limites fixées au sein du Groupe des Banques Populaires ont été respectées.

Ces orientations seront maintenues au cours du second semestre 2008.

## LES RESULTATS

Par rapport au 30 Juin 2007, le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Coopératif a connu des évolutions sans impact sur le compte d'exploitation, d'une part la création de BTP Capital Conseil, filiale dédiée à l'activité d'ingénierie financière, précédemment gérée par le Crédit Coopératif et d'autre part, le 28 Décembre 2007, la transmission universelle de patrimoine au Crédit Coopératif d'Efitel, qui facturait des commissions de service à présent directement perçues par le Crédit Coopératif et BTP Banque. La principale opération de l'année 2007, la cession de la BISE, jusque là consolidée par mise en équivalence, est intervenue avant le 30 Juin (au mois d'avril).

Depuis 2007 les comptes du groupe sont établis selon les normes IFRS, tandis que les comptes sociaux des Etablissements relèvent toujours des normes françaises, pour les associés comme pour les filiales, dont les chiffres expliquent l'essentiel de l'évolution des résultats du groupe, retracée dans les commentaires qui suivent.

Le **Produit Net Bancaire** du Groupe s'élève à 184,1M€ au 30 Juin 2008, contre 174,2 M€ en 2007, soit une progression de 5,7 %, certes moins forte qu'en 2007 mais néanmoins particulièrement satisfaisante dans le contexte bancaire et financier actuel.

Le développement de l'activité s'accompagne en effet d'une substantielle progression de la marge d'intérêts, en grande partie liée aux opérations réalisées avec la clientèle, la croissance des volumes n'étant pas remise en cause par une érosion des taux de marge qui demeure limitée.

De façon moins classique toutefois, près des deux tiers de l'augmentation de la marge d'intérêts proviennent de la gestion des excédents de trésorerie : ces disponibilités font habituellement l'objet de placements en OPCVM, générant des plus-values qui, en 2007, n'avaient pas été externalisées au 30 juin, ni même en fin d'année : c'est pour partie ces gains datant de 2007 qu'il a été décidé de réaliser au 30 juin de cette année.

Par ailleurs compte tenu de l'incertitude pesant sur l'évolution des marchés, l'allocation des liquidités a fait l'objet d'un arbitrage favorisant les placements monétaires, dont le rendement a bénéficié de la tension existant sur les taux à trois mois ; en conséquence par rapport à l'an dernier on assiste à une forte croissance des produits comptabilisés, avec en contrepartie une diminution des plus-values latentes.

A l'inverse les commissions accusent un léger repli, qui résulte de la compensation entre d'une part la progression très satisfaisante de la facturation des services bancaires et des moyens de paiement, et d'autre part la forte contraction des frais de gestion perçus sur les encours OPCVM, en liaison avec la réorientation des souscriptions vers les OPCVM les moins margés.

Enfin au titre des plus-values de cession ne ressortissant pas de l'exploitation courante, le crédit-bail immobilier a engrangé des gains plus élevés qu'en 2007, contrairement à l'activité de capital risque dont les produits ont été divisés par trois.

Face à cette évolution contrastée mais en définitive très positive du PNB, les **frais généraux** ont enregistré une augmentation de 4,1 %, plus limitée que prévu.

Les **Charges de Personnel**, (76,7 M€) notamment, connaissent un accroissement mesuré (+1,3 %), après leur vif essor observé en 2007, dans le cadre d'un contexte qui s'est modifié : l'accord d'intéressement ayant été signé en Juin 2007, la provision pour intéressement est passée du statut de charge nouvelle à récurrente, tandis que le montant de la

participation, ne bénéficiant plus de l'apport exceptionnel de la BISE, a fortement décru, masquant ainsi en partie l'augmentation de la masse salariale liée au renforcement des effectifs (un peu plus de soixante dix personnes, dont près des deux tiers au bénéfice de la force de vente) et aux révisions de salaires intervenues en Septembre 2007 et en Avril 2008.

Les **Autres Frais de Gestion**, (48,3 M€ y compris les dotations aux amortissements contre 44,4 M€ en 2007) connaissent une hausse sensible (+8,7 %) mais néanmoins moins forte qu'il ne l'était anticipé, compte tenu des premiers surcoûts liés au projet de rénovation du siège, en l'occurrence l'amortissement accéléré des immeubles qui vont être détruits en partie ou en totalité.

Ce décalage s'explique notamment grâce à une récupération de TVA exceptionnelle de 1,5 M€, par définition non récurrente, et aussi du fait que certaines dépenses dans les domaines de l'informatique, de l'immobilier (réseau) et de la communication vont intervenir plus tardivement que prévu ; en conséquence il est clair que les consommations ne feront pas preuve de la même modération au second semestre qu'au cours des six premiers mois de l'année, dans la mesure où de plus le dernier trimestre 2008 devrait commencer à supporter les surcoûts liés à la location d'un site de repli pour les services du Siège.

Au total les **Frais Généraux** s'élèvent à 125,0 M€, contre 120,1 M€ en 2007, soit une progression de 4,1 % moins rapide que celle du PNB, permettant une amélioration d'un point du coefficient d'exploitation, sachant que sa situation en cours d'exercice n'est pas réellement très significative, compte tenu de la relative irrégularité avec laquelle les charges aussi bien que les produits surviennent au fil des mois.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** s'établit à 59,1 M€ contre 54,1 M€ en 2007, en hausse substantielle de 9,2 %, permettant de faire face à l'alourdissement du coût du risque, notamment du fait des dépréciations collectives constituées en Mars sur la base des données issues des moteurs de calcul administrés par la Banque Fédérale (+ 2,9 M€), et dont le montant n'a pas été modifié, dans l'attente d'une stabilisation des méthodes et des grilles d'évaluation des probabilités de défaut, actuellement en cours de révision.

Au final, après déduction de l'impôt et des intérêts minoritaires, le **Bénéfice Net**, part du Groupe, atteint 28,0 M€ : il était de 66,8 M€ au 30 Juin 2007, suite à la plus-value de 48,1 M€ générée par la cession de la BISE au mois d'Avril.

## LES PERSPECTIVES

Pour la fin de l'année, les évolutions attendues en termes d'activité ne devraient pas marquer de rupture par rapport au premier semestre, dans la tendance duquel elles devraient s'inscrire très largement.

Pour ce qui concerne les résultats, le pronostic est beaucoup plus délicat à établir, dans la mesure où la physionomie du PNB sera très largement tributaire de la conjoncture financière et boursière du second semestre : en effet le budget anticipait une amélioration des revenus de la gestion OPCVM au cours des derniers mois de 2008, qui reste très incertaine. Par ailleurs les produits comptabilisés au 30 Juin au titre des placements de trésorerie pour compte propre sont en forte augmentation, mais cet accroissement va de pair avec une relative contraction des plus-values latentes sur le portefeuille d'OPCVM, dont l'externalisation était planifiée pour la fin de l'année.

En définitive, il n'est pas à exclure que la croissance du PNB accuse un certain tassement au second semestre, mais dans le même temps les frais généraux devraient connaître une hausse plus limitée que prévu, certes plus forte qu'au 30 Juin, mais néanmoins inférieure au budget de l'année, dans la mesure notamment où la location du site de repli du Siège devrait au mieux intervenir au quatrième trimestre, alors qu'elle avait été valorisée sur six mois.

Enfin l'amélioration des dispositifs d'évaluation des engagements accompagnant la mise en place du ratio Mac Donough devrait plutôt conduire à un allègement des dépréciations à comptabiliser, susceptible de compenser l'impact d'une éventuelle dégradation de la qualité des risques, que le contexte économique difficile peut laisser craindre, qu'il s'agisse des opérations réalisées avec la clientèle ou avec des contreparties financières.

Au total, l'exercice 2008 devrait se solder par un résultat nécessairement moins brillant qu'en 2007, qui restera dans les annales comme une année tout à fait exceptionnelle, et sans doute également moins substantiel qu'il ne l'avait été escompté mais qui devrait malgré tout faire apparaître par rapport au résultat courant de 2007, c'est à dire hors plus-value de cession de la BISE, une progression tout à fait satisfaisante, de nature à permettre au groupe d'envisager avec sérénité la poursuite des investissements commerciaux, informatiques et immobiliers nécessaires au déploiement de ses ambitions de développement.

## Groupe Crédit Coopératif

CHIFFRES CLES au 30 juin 2008

Normes IFRS

RESULTATS en millions d'Euros			
	Mi 2008	Mi 2007	Evolution
Produit net bancaire	184,1	174,22	5,7 %
Frais généraux	125,05	120,11	4,1 %
Résultat brut d'exploitation	59,1	54,1	9,2 %
Coût du risque	15,78	14,73	7,1 %
Gains et pertes sur autres actifs	0,34	47,54	
Impôt sur les bénéfices	14,01	13,32	- 27,5 %
Résultat net (part du groupe)	28,05	66,80 <sup>(1)</sup>	

(1) Incluant la vente de la Bise

BILAN RESUME au 30 juin (en milliards d'Euros)					
Actif	2008	2007	Passif	2008	2007
Opérations interbancaires et portefeuille titres	4,99	4,70	Opérations interbancaires et emprunts obligataires	2,18	2,57
Crédits clientèle	6,79	6,04	Dépôts clientèle	8,21	6,67
Divers	0,36	0,31	Divers	0,70	0,71
Valeurs immobilisées	0,12	0,12	Fonds propres	1,17	1,23
<b>TOTAL</b>	<b>12,25</b>	<b>11,18</b>	<b>TOTAL</b>	<b>12,25</b>	<b>11,18</b>

INDICATEURS		
	Mi 2008	Mi 2007
Encours de crédits à la clientèle (en milliards)	6,79	6,04
Encours des ressources bancaires clientèle (en milliards)	8,21	6,67
Encours OPCVM (en milliards)	8,50	8,35
Coefficient d'exploitation	67,91	68,94

Crédit Coopératif : 68 agences

BTP Banque : 36 agences

Salariés UES (Crédit Coopératif et filiales : BTP Banque, Ecofi Investissements) : 1840